



**EN  
BRETAGNE  
COMME  
AILLEURS**



**INTERDICTION  
DES LICENCIEMENTS!**

# MAREES ROUGES ET GWEN HA DU

Mouvement des salariéEs en lutte dans  
l'agroalimentaire en Finistère.

Décembre 2013

Pour contacter le NPA Quimper : 06 59 71 42 21 ou [npa.kemper@gmail.com](mailto:npa.kemper@gmail.com)

## Sommaire

1. Article pour la revue ANTICAPITALISTE décembre 2013 écrit le 8 novembre par Gérard Mas A Kemper ...une mobilisation hors du commun
2. Article pour l'Anticapitaliste du 15 octobre 2013 : Des patates pour les cochons, les épluchures pour les Bretons.
3. Communiqué de presse du 15 octobre 2013
4. Communiqué de presse du 27 octobre 2013
5. « Avis de tempête sur Quimper » le samedi 2 novembre à partir de 15h signé par le NPA Kreiz Breizh
6. Déclaration commune ATTAC, les Alternatifs, NPA du 29 octobre pour la manifestation le 2 novembre à Quimper
7. Tract distribué durant la manifestation du 2 novembre 2013 à Quimper
8. Communiqué de NPA. Grande manifestation à Quimper, la colère des travailleurs et des classes populaires bretonne
9. Article Michel K : Manifestation du 2 novembre à Quimper : une révolte bretonne
10. Communiqué NPA 29 : La révolte des ouvrières et ouvriers Bretons
11. AGROALIMENTAIRE : FAMEUX, LE « MODÈLE BRETON » ?
12. DROIT DE RÉPONSE À L'ARTICLE DE MICHEL SOUDAIS PARU SUR LE SITE DE POLITIS LE 1<sup>er</sup> NOVEMBRE 2013
13. Bretagne : « les germes d'une convergence des luttes ouvrières existent, avec ou sans bonnets rouges » L'Anticapitaliste du 14 novembre 2013 : Libre Expression
14. Toutes et tous dans la rue le 23 novembre BRETAGNE : POUR UNE CONVERGENCE DES MOBILISATIONS.
15. Communiqué de presse pour le 23 novembre à Morlaix NPA 29
16. Le NPA sera à Carhaix le 30 novembre au côté des salariéEs
17. Bretagne : une reprise en main dérisoire
18. Article pour l'Anticapitaliste du 1<sup>er</sup> décembre 2013
19. Article pour l'Anticapitaliste : Un pacte sans avenir...pour les salariéEs
20. article pour l'Anticapitaliste : Résistance ouvrière et auto organisation
21. Annexe : appel du pôle Ouvrier ; Décider, vivre et travailler en Bretagne en interdisant les licenciements !



## 1. Article pour la revue ANTICAPITALISTE décembre 2013 écrit le 8 novembre par Gérard Mas

### **A Kemper ...une mobilisation hors du commun.**

Le 2 novembre à Quimper, y avait-il 20 à 30 000 nigauds, esclaves, supporters du FN ou évêques avec des drapeaux bretons ?

Il faut être aveugle ou bien méprisant pour défendre cette contre vérité.

Bien sûr, il y avait des patrons, des gros productivistes de la FDSEA. Bien sûr, il y avait du FN (non identifiés) ou encore des identitaires qui ont laissé tomber pendant 3 à 4 minutes 2 banderoles du haut du mont Frudgy et sur le bord de l'Odet et pas dans la manif même.

Mais que représentaient-ils numériquement dans cette marée humaine parmi les ouvrières et les ouvriers, les précaires, les milliers de jeunes, de retraités, les travailleurs du privé et du public, les artisans, les paysans (probablement la plus importante manifestation que Quimper a connu selon les témoignages des plus anciens)... quelques dizaines tout au plus.

Cela méritait-il de la part des directions syndicales régionales (CGT/Solidaires/FSU) d'appeler à une autre manifestation en tout hâte à 70 km de là...



De nombreux exemples « historiques » démontrent que ce n'est pas la première fois qu'en Bretagne des manifestations qui réclament « Travailler au pays » regroupent le mouvement ouvrier organisé mais aussi la FDSEA, voire même « l'église » qui appelait en chaire à y participer et ce dès la fin des années 60.

Plus près de nous dans les années 90, il y a eu des manifestations avec la CGT et la CFDT « Brest Debout » auquel participait le député RPR de coin, mais il est vrai que c'était sous Chirac.

A l'époque le mouvement ouvrier organisé n'avait pas pris prétexte de la droite et de l'église pour s'exiler ailleurs... Ils leur combattaient la rue et les mots d'ordre. Et c'est bien là que le bas blesse aujourd'hui.

Alors qu'initialement l'appel au 2 novembre à Quimper était un appel pour l'emploi « Vivre, décider, travailler en Bretagne » (mot d'ordre de gauche dans les années 70/80 qui ont marqué de nombreuses luttes ouvrières et paysannes voire anti nucléaire) C'est la première fois que certains organisations syndicales dans ce contexte laissent le champ libre à la droite et l'extrême droite, à leur discours et pratiques réactionnaires.

Pourtant il y avait l'opportunité d'affirmer dans cette mobilisation « hors du commun » des mots d'ordre de classe, des mots d'ordre ouvrier contre le capitalisme et le productivisme, mais cela impliquait aussi de fait une mobilisation anti gouvernementale contre l'austérité et la politique de la majorité présidentielle actuelle. Est-ce ce caractère anti gouvernemental qui a troublé les syndicats et partis politiques qui ont appelé à une autre manifestation ?

Cela nous conduit donc à poser quelques questions pour éclairer le lecteur.

Oui ou non, l'appel du 2 novembre, est-il parti de l'assemblée de Carhaix et des travailleurs menacés de licenciements de Marine Harvest le 18 octobre ?

Oui ou non, cet appel a-t-il été relayé par tous les forces politiques de gauche (FdG, NPA, Alternatifs, UDB, Breizhistance) mais aussi ATTAC, les Zadistes et bien d'autres...et ce jusqu'au 31 octobre, voir plus.

Il suffit pour s'en convaincre de lire les tracts ou les blogs de tous ces partis.

Pourquoi la direction régionale CGT a-t-elle attendu le 30 octobre pour lancer son appel à manifester à Carhaix (c'est-à-dire à 70 km de Quimper) et pas à l'issue de l'appel du 18 octobre ou des manifestations des GAD, des Doux, Marine Harvest le 14 octobre à Brest ou à Morlaix ?

Pourquoi l'appel CGT/FSU/Solidaires régionale ne s'est-il pas saisi de la dynamique enclenchée lors des manifs du 14 et de l'appel du 18 pour mettre en échec les tentatives de récupération réactionnaires du Medef et de la FDSEA et ne pas leur laisser reprendre la main avec l'affaire des portiques et de l'écotaxe ?

Comment se fait-il que malgré l'appel à se rendre à Carhaix de la CGT/FSU/Solidaires, c'est à Quimper que se sont retrouvés des milliers et millier de salariés de l'agro-alimentaire et de bien d'autres entreprises du privé et du public.

Pourquoi cet appel, qui condamnait implicitement de collaboration de classe les participants à la manif de Quimper, n'a pas mordu sur des centaines d'adhérents CGT, FO, de la FSU, de Solidaires, du FdG, du NPA, des Alternatifs, d'ATTAC et bien d'autres qui étaient en nombre ce 2 novembre à Quimper.

Pourquoi pour certains, les régionalistes ou autonomistes Bretons (C. Troadec/UDB) ou la gauche indépendantiste bretonne (Breizhsistance) sont-ils devenus soudain plus infréquentables que la majorité présidentielle, le PS et ses affidés...

Les faits et les chiffres sont décidément têtus

Comment se fait-il que quelque soit les chiffres, le rapport a été de 10 pour 1 en faveur de la manif à Quimper. C'est par milliers que les salariés, les précaires, les jeunes se sont rassemblés contre les licenciements et contre la politique d'austérité du gouvernement. Ils étaient des milliers à avoir voté Hollande et à le dire. Mais ils étaient aussi des milliers à dire et à crier qu'ils n'en pouvaient plus de ces reniements.

Des textes syndicaux et politiques tentent de travestir la réalité et du coup ils oublient quelques éléments non négligeables.

Oui ou non, la fédération du PS 29 a-t-elle publiquement souhaité l'annulation de la manif à Quimper en date du lundi 28 octobre ?

Oui ou non, EELV composante de la majorité gouvernementale était-elle à Carhaix. ?

Oui ou non, le député PS de la 6ième circonscription était-il à Carhaix ?

Oui ou non, Bernard Poignant, maire de Quimper et conseiller du président a-t-il publiquement exprimé son choix pour la manif de Carhaix.

Oui et non, des adjoints de la majorité municipale de Quimper (majorité PS/PC/UDB/EELV) étaient -il à Carhaix ?

S'opposer ou ne pas s'opposer au gouvernement Hollande/Ayrault ?

La politique d'austérité de ce dernier, les reculades continues face au patronat et aux plus riches ne font que réduire la base de la majorité présidentielle... Il n'y a rien de surprenant à ce que le Medef, la droite et l'extrême droite tentent avec leurs mots d'ordre réactionnaires de s'engouffrer dans les brèches et les contradictions actuelles et cela, d'autant plus, que n'apparaît pas avec force et détermination aujourd'hui une alternative au gouvernement, une opposition de gauche capable de s'affirmer et de combattre la démagogie et le populisme de la droite et l'extrême droite.

En Bretagne (et ailleurs) il y avait, il y a urgence à proposer une alternative.

Le mouvement de grève dans l'agro et la massivité de la manif du 2 novembre à Quimper (les manifestants de Carhaix auraient dû être parmi nous pour renforcer l'indépendance de classe) sont l'expression d'une révolte authentique, d'une lame de fond parmi les plus démunis du sort qu'il leur est fait, par un mouvement et des actions qui ne veulent plus se contenter de petite manif traditionnelle où l'on fait à quelques centaines le tour du pâté de maisons...

Naturellement, ce mouvement très populaire n'est pas chimiquement pur. Il est confus, fragile mais déterminé. Il fallait y être pour l'influencer dans le sens de l'indépendance de classe, pour le nourrir de revendications comme « l'ouverture des livres de comptes » ; « l'interdiction des licenciements » ; « la suspension des plans sociaux » ; « voire la réquisition des sites qui licencient » mais aussi en lien avec les paysans « pour un autre modèle agricole et agro alimentaire ». il fallait y être pour apprendre aussi de lui, de ce souhait profond de « vivre, décider et travailler en Bretagne »... Manifester à Quimper cela signifiait disputer le terrain à la droite et à l'extrême-droite, combattre sa tentative de récupération encouragé par la reculade du gouvernement sur l'écotaxe et nourrit par le manque de riposte syndicale convergente à la déferlante des licenciements.





Raison de plus pour ne pas sortir du collectif pour l'emploi de Carhaix porteur de revendications justes qui furent de la même manière à l'origine de la victoire contre la fermeture de la maternité et de la chirurgie de l'hôpital de Carhaix en 2008.

Le collectif de l'époque dans sa composition est identique à celui qui fut à l'origine de l'appel du 18 octobre 2013.

Il était large, unitaire, rassembleur y compris avec des agriculteurs de la FDSEA, des commerçants et des artisans du Centre Bretagne, sauf que la radicalité de l'action et la justesse du mot d'ordre « non à la fermeture » ont conduit à la victoire, même si déjà certaines « forces de gauche » étaient particulièrement réticentes ; et c'est un euphémisme ; à soutenir le mouvement...

Pas d'union sacrée

A Quimper, la gauche radicale, des militants du FdG, les associations anti libérales, la gauche bretonne et de très nombreux syndicalistes ont manifesté contre l'union sacrée, contre les licenciements et les productivistes mais aussi et cela est central contre la politique du gouvernement Hollande/Ayrault qui ne fait qu'accentuer par ces mesures ou non mesures la détresse des salariés et des couches populaires.

Ce 2 novembre, il fallait savoir combiner la lutte contre les licenciements et les plans sociaux contre le Medef et la FDSEA productiviste et celle contre le gouvernement qui ne fait qu'alimenter l'esprit revanchard de la droite et l'extrême droite et désespérer « toutes celles et ceux qui espéraient dans le changement ».

A Carhaix, malheureusement, le compte n'y était pas et pas seulement numériquement mais surtout politiquement.

Certes, il était plus confortable de se retrouver entre soi mais surtout dans la confusion de l'unité avec le PS et EELV. Certains diront que « l'indépendance de classe » fut sauvée même dans cette configuration...pour enfin nous dire que « le mouvement ouvrier » doit reprendre l'initiative ...les Marine Harvest, les GAD, les Doux, les Tilly Sabco, ...en manif à Quimper ne sont-ils pas le mouvement ouvrier...à moins que certains ne réduisent celui-ci à l'unité des appareils syndicaux et à la nécessité « que les directions syndicales reprennent la main ».

Reprendre la main. Mais pourquoi faire ? « That is the question... » Car aujourd'hui, au delà du débat Quimper ou Carhaix, la question est de savoir quelle perspective peut être donnée à tous ces travailleurs/euses, à ces licenciésEs, à ces jeunes qui n'en peuvent plus et qui cherchent, même de manière confuse, une issue à leur détresse..



Quelle perspective de révolte, de luttes peuvent émerger de ces mouvements ? Et comment les faire converger ?

Il faut retrouver le sens de l'unité ouvrière y compris avec les paysans qui veulent un autre modèle agricole, contre le massacre social, environnementale, humain et la politique désastreuse du gouvernement.

Il faudra aussi aider à construire socialement et politiquement une opposition unitaire de gauche à ce gouvernement social libéral discrédité pour répondre au plus grand nombre, pour que les cris de colère ne se transforment pas en vote de la haine.



## **2. Article pour l'Anticapitaliste du 15 octobre 2013 : Des patates pour les cochons, les épluchures pour les Bretons.**

Lundi 14 octobre, de fortes délégations ouvrières des usines GAD, Marine Harvest, Tilly, Doux se sont retrouvées à Brest puis à Morlaix pour bloquer l'aéroport et la voie express pour crier avec gravité et détermination leur colère mais aussi leur désespoir, soutenus par les syndicats FO et la CGT. Ces actions se sont poursuivies sous diverses formes durant la semaine.

Les GAD, les Marine Harvest, les Tilly, les Doux mais aussi Les Boutet Nicolas... ce sont plusieurs milliers de licenciements en quelques mois.

Une hécatombe, un jeu de massacres tandis que Charles Doux reste assis sur des « lingots d'or », que l'entreprise Marine Harvest, cotée en bourse accumule les profits et que toutes ces entreprises de « l'agro-business » continuent de « s'engraisser » sur le dos des travailleurs tout en étant responsable de la mort de la véritable paysannerie de proximité et de qualité...

Durant les manifestations, on a entendu « marre d'être la variable d'ajustement », « c'est incroyable, nous sommes sacrifiés au profit des actionnaires » « on ne va pas se laisser faire », mais aussi « c'est la fin, on va tout perdre »...

Pourtant c'est bien l'action déterminée et coordonnée des travailleur(e)s et la peur de l'embrasement qui a « obligé » Matignon à organiser une « réunion d'urgence », alors même que jusque là le gouvernement et son armada de ministres bretons étaient restés bien silencieux et bien impuissants face aux capitalistes de l'agro.

Le gouvernement et 14 ministres réunis en urgence ne se sont en rien opposés aux licenciements. Ils avancent bien plusieurs millions d'euros pour racheter le site de GAD à Lampaul Guillau mais sans remettre en cause les 894 licenciements, laissant la main à un hypothétique repreneur... mais de combien de salarié(e)s et sans évoquer les autres entreprises et les autres milliers de licenciements effectifs et...prévisibles

Dans une telle situation, c'est la poursuite et le renforcement de l'action coordonnée qui est nécessaire y compris la grève et le blocage des sites qui seraient sans nul doute soutenus par la majorité de la population. C'est l'interdiction des licenciements et l'ouverture des livres de comptes qu'il faut appliquer comme la réquisition des sites, des machines et des stocks tout en amorçant la refonte de la filière agroalimentaire, pour une autre production de qualité et respectueuse de l'environnement, une industrie agro alimentaire à visage humain, en pleine consultation et contrôle des paysans et des salarié(E)s eux même.



### **3. Communiqué de presse du 15 octobre 2013**

Ce lundi de fortes délégations ouvrières des usines GAD, Marine Harvest, Tilly, Doux se sont retrouvées à Brest puis à Morlaix pour bloquer l'aéroport et la voie express pour crier avec gravité et détermination leur colère mais aussi leur désespoir., soutenus par les syndicats FO et la CGT.

Les GAD, les Marine Harvest, les Tilly, les Doux mais aussi Les Boutet Nicolas... ce sont près de 3000 licenciements en quelques mois.

Une hécatombe, un jeu de massacres tandis que Charles Doux reste assis sur des « lingots d'or », que l'entreprise Marine Harvest, cotée en bourse accumule les profits et que tous « ces géants de l'agro-business » continuent de « s'engraisser » sur le dos des travailleurs tout en étant responsable de la mort de la véritable paysannerie de proximité et de qualité...

De ci de là, durant les manifestations, on entend « marre d'être la variable d'ajustement » « c'est incroyable, nous sommes sacrifiés au profit des actionnaires » « on ne va pas se laisser faire », mais aussi « c'est la fin, on va tout perdre »...

Bien que l'action coordonnée de lundi aille dans le bon sens et a « obligé » Matignon à organiser une « réunion d'urgence », les enjeux sont vitaux pour les milliers de travailleuses et travailleurs de l'agro qui se retrouvent au chômage et auxquels on offre des indemnités de misère.

Et en effet, malgré l'armada de ministres bretons, le gouvernement est resté bien coi, bien impuissant face aux capitalistes de l'agro .Il ne s'est jamais opposé aux licenciements.

Dans une telle situation, c'est la poursuite et le renforcement de l'action coordonnée qui est nécessaire y compris la grève et le blocage des sites qui seraient sans nul doute soutenus par la majorité de la population. C'est l'interdiction des licenciements et l'ouverture des livres de comptes qu'il faut appliquer comme la réquisition des sites, des machines et des stocks tout en amorçant la refondation de la filière agroalimentaire, pour une autre production de qualité et respectueuse de l'environnement, une industrie agro alimentaire à visage humain, en pleine consultation et contrôle des paysans et des salarié(E)s eux même.

#### **4. Communiqué de presse du 27 octobre 2013 :**

La violence des affrontements sous le dernier des trois portiques écotaxe du Finistère a été réelle, ce samedi 26. Trois manifestants ont été blessés très sérieusement par des grenades assourdissantes et des tirs de Flasball dont un homme qui a perdu sa main.

Portant des Bonnets Rouges (symbole de la grande révolte paysanne qui eut lieu en Basse-Bretagne en 1675 contre les taxes seigneuriales), un millier de manifestants regroupant des salariés en lutte, des agriculteurs, des dirigeants de la FDSEA, des patrons routiers....se sont affrontés au CRS et gardes mobiles pour tenter de détruire le portique écotaxe symbole, selon eux, d'une attaque contre l'économie de la Bretagne.

L'écotaxe issue du grenelle de l'environnement de Borloo est perçu comme une taxe injuste, en plus d'être inefficace sur le plan écologique. Elle n'est pourtant pour l'instant (elle serait mise en service qu'au 1<sup>er</sup> janvier 2014) nullement responsable de la crise de l'agroalimentaire.

Si elle focalise symboliquement la révolte et la colère d'une bonne partie de la population concrètement, les salariés mis au chômage et à la porte avec des indemnités de misère sont aujourd'hui d'abord les victimes des capitalistes de l'agroalimentaire, prédateurs des emplois, de la petite paysannerie, de la qualité des produits et de l'environnement.



Comme pour l'aéroport de Notre Dame des Landes, le gouvernement Hollande Ayrault a encore réussi à se mettre une bonne partie de la population Bretonne à dos.

Il faudra bien lors de la grande manifestation de 2 novembre à Quimper affirmer haut et fort l'unité ouvrière et paysanne contre les licenciements et pour une agriculture paysanne de qualité respectueuse des Hommes et de la terre.

Dire haut et fort que nous n'avons pas les mêmes intérêts que les patrons de l'agro et les dirigeants de la FDSEA.



#### **5. « Avis de tempête sur Quimper » le samedi 2 novembre à partir de 15h signé par le NPA Kreiz Breizh**

Suite à une réunion publique au Glenmor (salle de l'espace culturel de Carhaix) initiée par le maire de Carhaix Christian Troadec, contre la fermeture de Marin Harvest, ... 7 00 personnes ont répondu à l'appel.

Des syndicalistes des GAD, de Doux et de Marin Harvest, mais aussi le porte parole du NPA ont pris la parole pour dire non aux licenciements. Ils ont décidé d'organiser une manifestation le 2 novembre à 15 heures à Quimper.

Quimper et sa préfecture, déjà la cible du combat victorieux des défenseurs de l'hôpital de proximité de Carhaix, risque une nouvelle fois de connaître une journée agitée.

Durant cette réunion, le porte parole du NPA Kreiz Breizh a appelé les salariés, les agriculteurs à manifester leur colère et à se rassembler dans la lutte. Cet appel a été relayé par les syndicats, le front de gauche, certaines municipalités, les simples citoyens.

En effet, l'agroalimentaire breton c'est 8000 licenciements.

Doux, Gad, Tilly, Boutet Nicolas et dernièrement Marine Harvest usine de transformation du saumon qui a annoncé la fermeture de son site à Poullaouen, petit bourg près de Carhaix. 287 salariés virés en janvier 2014

alors que l'entreprise Marine Harvest cotée en bourse annonce 200 millions d'euros de bénéfice en un semestre.

Hollande avait promis pendant la campagne présidentielle qu'il s'attaquerait avec force à la finance quand celle-ci mettrait injustement en danger l'emploi et donc la vie des salariés de ce pays. Nous n'avons bien sûr aucune confiance dans ce gouvernement qui ne s'oppose jamais aux licenciements et se trouve bien plus à l'aise pour taxer les pauvres et donner aux riches.

En revanche, nous avons entièrement confiance aux salariés bretons de l'agroalimentaire et à la population pour résister, lutter et gagner.

Dans une telle situation, c'est la poursuite et le renforcement de l'action coordonnée comme le font les travailleurs de chez GAD qui est nécessaire y compris la grève et le blocage des sites qui seraient sans nul doute soutenus par la majorité de la population.

C'est l'interdiction des licenciements et l'ouverture des livres de comptes qu'il faut appliquer comme la réquisition des sites, des machines et des stocks tout en amorçant la refondation de la filière agroalimentaire, pour une autre production de qualité et respectueuse de l'environnement, une industrie agro alimentaire à visage humain, en pleine consultation et contrôle des paysans et des salarié(E)s eux même. C'est sur ses mots d'ordre que le NPA manifesterà le 2 novembre à Quimper en appelant à l'unité ouvrière et paysanne la plus large.

Cerise sur le gâteau, l'écotaxe qui pénaliserait 3 ou 4 fois plus les camions en Bretagne que dans le reste du pays est perçue comme injuste et inefficace écologiquement. Alors attention car les grandes révoltes bretonnes ont toujours eu un lien avec la fiscalité, l'éloignement, l'emploi et l'environnement. Révoltes des Bonnets Rouges en 1675 contre l'impôt du papier timbré, la bataille du rail en 1962 contre l'éloignement, lutte victorieuse contre la centrale nucléaire de Plogoff, 2008 révolte du centre Bretagne pour sauver son hôpital de proximité ou comme l'a encore montrée la manifestation du 26 octobre à Pont de Buis.

La détermination et la colère sont grandes aujourd'hui en Bretagne ... de ces luttes peuvent surgir l'espoir et le vrai changement !!!



## **6. Déclaration commune ATTAC, les Alternatifs, NPA du 29 octobre pour la manifestation le 2 novembre à Quimper**

### **POUR EN FINIR AVEC LES PLANS DE LICENCIEMENTS, POUR UNE ALTERNATIVE AU CAPITALISME ET AU PRODUCTIVISME**

#### **LE VRAI VISAGE DU CAPITALISME**

Doux, Gad, Marine Harvest, Boutet-Nicolas... Des milliers d'emplois supprimés dans le secteur agro-alimentaire qui représente le tiers des emplois industriels de la Bretagne. Au nom de la « concurrence libre et non faussée » de l'Europe libérale, le patronat se livre au dépeçage de notre industrie sans se soucier des dégâts sociaux et humains que cela entraîne: chômage, bas salaires, précarité sociale toujours plus grande. Mais cette crise est aussi la faillite d'un modèle économique productiviste marqué par la fuite en avant et le refus de prendre en compte les impératifs écologiques.

L'agriculture et les productions agroalimentaires bretonnes subissent la concurrence de pays européens qui, comme l'Allemagne ou le Danemark, pratiquent un dumping social éhonté en employant massivement des salariés d'Europe de l'Est aux conditions de salaires et de travail dignes de l'esclavage. Le recours à des intérimaires roumains recrutés par des marchands d'hommes est aussi pratiqué par les patrons de l'agro-alimentaire breton. Vent debout contre la mise en oeuvre de l'écotaxe, votée par la majorité de droite sous Sarkozy, ils n'hésitent pas non plus à envoyer leurs cochons se faire abattre en Allemagne au mépris de l'emploi local et pour accroître encore leurs profits.

#### **IL FAUT SORTIR DE LA CONFUSION**

La mobilisation contre l'écotaxe apparaît pour ce qu'elle est : un prétexte entre les mains du MEDEF, des promoteurs de l'agro-business et des patrons de la grande distribution, champions de l'étrangement



économique de leurs fournisseurs et des petits agriculteurs, pour détourner l'attention des véritables responsabilités de la crise.

Refusons « l'union sacrée » que certains voudraient promouvoir entre exploités et exploités. Les intérêts des salariés bretons, des chômeurs et précaires, des agriculteurs, des marins pêcheurs, des petits commerçants et artisans ne sont pas ceux des capitalistes, fussent ils bretons, qui veulent s'imposer sur la scène de la mondialisation libérale.

### QUE FAIT LE GOUVERNEMENT?

Le Gouvernement socialiste s'est coulé dans le moule des règles ultra libérales en Europe. Il a ratifié le pacte budgétaire européen concocté par Sarkozy et Merkel et met en oeuvre les politiques d'austérité qui en découlent. Les réponses gouvernementales ne sont pas à la hauteur des exigences des travailleurs. Il doit entendre la détresse des salariés et des chômeurs, refuser que la loi du profit l'emporte sur l'intérêt général, agir pour préserver l'outil de travail, le savoir faire des travailleurs, des emplois durables

### ENSEMBLE EXIGEONS UNE VERITABLE POLITIQUE DE GAUCHE

- suspension de tous les plans de licenciements
- droit de veto des salariés sur les licenciements et contrôle des fonds publics versés aux entreprises
- Réorientation, sous le contrôle des travailleurs, de l'appareil productif vers des productions de qualité, la relocalisation de la transformation pour répondre aux besoins d'une alimentation saine et de qualité. Amélioration des conditions de travail et des salaires des travailleurs
- réorientation des financements de la Politique Agricole Commune dans le sens d'une rupture avec le modèle productiviste et libéral: Maitrise des productions, partage des droits à produire, prix garantis et rémunérateurs permettant aux agriculteurs de vivre décemment de leur travail, soutien clair aux pratiques agricoles respectueuses de l'environnement
- l'arrêt du saupoudrage fiscal et la mise en chantier d'une véritable réforme de la fiscalité attaquant enfin les hauts revenus et les profits des actionnaires
- lutte contre le dumping social en Europe.



### 7. Tract distribué durant la manifestation du 2 novembre 2013 à Quimper

**En Bretagne comme ailleurs !  
Interdiction des licenciements !**

**E Breizh pe da lec'h all ! Nann d'an dilabour!**



#### Une déferlante de licenciements :

- **Gad** à Lampaul-Guimiliau : **889**
- **Marine Harvest** à Poullaouen et à Châteaugiron : **400**
- **Boutet Nicolas** à Rosporden : **300** CDI et saisonniers
- **Alcatel-Lucent** : à Rennes **110**, à Nantes **510**
- **Tilly-Sabco** à Guerlesquin : **1000** emplois menacés
- **PSA** à Rennes : **1400** emplois supprimés
- **Doux** l'année dernière : **plus de 1000** licenciés
- Sans oublier **Alkopharm** à Quimper et bien d'autres dans le privé et le public. Certainement encore plusieurs milliers de licenciements prévisibles alors qu'il est si difficile de retrouver du boulot !

## **Interdiction des licenciements !**

Dans tous les cas, que ces entreprises fassent des bénéfiques ou pas, **ce sont toujours les salariés qui paient l'addition**, jamais les actionnaires. C'est scandaleux !

**Le gouvernement doit bloquer ces licenciements et exiger l'ouverture de tous les livres de compte. Le salaire des employés menacés doit être maintenu.** Il faudra exproprier, purement et simplement les groupes industriels si ceux-ci ne veulent pas revenir sur leurs décisions de licenciements.

## **Écotaxe ou pas, ils sont toujours licenciés !**

L'écotaxe est suspendue mais pour les salariés ça ne va rien changer. Au NPA, nous pensons que l'écotaxe est injuste et inefficace mais la fronde actuelle contre cet impôt profite avant tout aux actionnaires, aux patrons. De nombreux travailleurs et jeunes, excédés par la précarité, le chômage, et la politique anti sociale du gouvernement manifestent leur colère avec raison dans les mouvements actuels. Mais attention ! **Ce sont souvent les licenciés eux-mêmes qui dirigent les manifs contre ce nouvel impôt.**

### **Camarade patron ?**

PRESTOR n'est-il pas actionnaire à 35 % de Gad ?

Le dirigeant actuel de PRESTOR n'était-il pas auparavant président de la FDSEA 29 ?

### **Bonnets rouges ou Bonnets d'ânes !**

Le patron d'Armor Lux a offert gracieusement 900 bonnets rouges aux manifestants de Pont de Buis.

Offrira-t-il des bonnets d'ânes à tous les licenciés de Bretagne et d'ailleurs ?

## **Contre la droite et l'extrême droite : unité ouvrière !**

Cette jacquerie antifiscale permet à la droite, à l'extrême droite et au MEDEF de sortir leur épingle du jeu, en vantant les mérites de la compétitivité, du marché, de la libre entreprise et de la baisse des cotisations sociales. Les conséquences aujourd'hui en sont la casse des retraites, les licenciements par milliers et l'écrasement du pouvoir d'achat.

## **Pour un autre modèle agricole et agroalimentaire !**

Nous refusons cette société inhumaine où les hommes et la nature ne font pas le poids face à la rapacité de quelques-uns. Le modèle agricole et agroalimentaire breton doit être entièrement réorienté car il détruit l'emploi paysan, il détruit l'environnement et il mène la vie très dure aux salariés des usines. Nous pensons que l'agriculture doit cesser cette course au gigantisme, doit baisser drastiquement sa consommation d'énergie et de produits chimiques et doit s'orienter vers des fermes de taille raisonnable produisant une nourriture de qualité, en diversifiant et en relocalisant les ateliers de transformation.



## **8. Communiqué de NPA. Grande manifestation à Quimper, la colère des travailleurs et des classes populaires bretonne**

Le NPA se félicite de l'immense manifestation de Quimper qui a réuni de près de 20 000 à 30 000 personnes. Une manifestation réunissant principalement des salariés, des précaires, des petits artisans, des paysans en colère contre les licenciements et le massacre social qu'ils subissent tous les jours.

Les ouvriers licenciés de Doux, de Gad, Marine Harvest, Tilly Sabco étaient massivement présents et très en colère.

Les manifestants réunis à Carhaix, principalement à l'appel de la CGT, auraient eu toute leur place avec nous à Quimper parmi la colère sociale. La seule façon de contrecarrer les manœuvres de l'UMP, du FN et des grands patrons est de ne pas leur abandonner le terrain.

Les salariés sont solidaires des travailleurs de la terre comme des artisans. Leurs adversaires sont les mêmes. Cette manifestation à Quimper marque la nécessité de constituer un front unitaire des exploités, des opprimés qui n'en peuvent plus des politiques capitalistes assassines et de ce gouvernement qui ne s'oppose ni aux licenciements et ni aux diktats des actionnaires et du patronat.

Il faudra bien que tous les syndicats et les partis politiques se réclamant de la défense des travailleurs et des plus démunis se retrouvent pour une offensive contre les plans sociaux et la politique désastreuse du gouvernement Hollande-Ayrault.

## **9. Article Michel K : Manifestation du 2 novembre à Quimper : une révolte bretonne**

Une marée de bonnets rouges, une forêt de Gwenn-ha-Du parsemée de quelques drapeaux rouges, des quais de l'Odet au mont Frugy, la place de la Résistance déborde. Des bouquets de chrysanthèmes qui symbolisent les emplois que l'on enterre sont disposés aux abords de la place. Re 'zo re, (trop c'est trop !) affirme une banderole tendue sur le Frugy.

La semi-remorque sono diffuse La Blanche Hermine de Gilles Servat, quelques tubes des frères Morvan mais aussi Keny Arkana ou Trust, « Antisocial tu perds ton sang froid ». Ouf ! Ce n'est pas du Michel Sardou.

La manif, organisée par le collectif pour l'emploi en Bretagne est un évènement en Bretagne et au-delà pour plusieurs raisons. Le nombre tout d'abord : 20 000, 30 000 qui pourrait le dire ? L'écho médiatique ensuite, sur les ondes et dans la presse, la modeste préfecture du Finistère est particulièrement à l'honneur.

Mais ce qui fait également évènement, ce sont les organisations présentes et les mots d'ordres qui circulent : le NPA distribue tracts et autocollants pour l'interdiction des licenciements pendant que certains brandissent des pancartes demandant la suppression de l'écotaxe. Parmi les orgas qui appellent à cette manif on trouve certes des élus UMP, des représentants patronaux mais aussi Force Ouvrière, des militants de la CGT, de Solidaires et de la FSU ainsi que le NPA qui a le plaisir d'accueillir à Quimper le camarade Philippe Poutou que de nombreux manifestants remercient pour son soutien.

La composition de la manifestation est très populaire : on y trouve de nombreux salariés des usines qui licencient. Les « Marine Harvest » sont venus de Poullaouen, les « Gad » de Lampaul-Guimiliau, les « Boutet-Nicolas » de Rosporden, Les « Doux » avec Nadine Hourmant et les « Tilly-Sabco » venus de Guerlesquin, des retraités, des précaires et des chômeurs.

La déferlante de licenciements concerne presque 10 000 personnes en Bretagne depuis quelques mois. S'il y a plus de 20 000 personnes à Quimper, ce ne sont pas 20 000 patrons ou 20 000 fascistes qui défilent dans les rues mais avant tout des victimes de la crise capitaliste qui viennent crier leur colère.

Nous organisons un point de rassemblement dans la manif avec nos camarades des Alternatifs, d'Attac, de Breizhistance et rejoint aussi par des camarades du FdG.



Nos autocollants proclament « E Breizh pe da lec'h all ! Nann dan dilabour ! », Les manifestants les collent volontiers sur leurs vêtements « ça au moins c'est clair ! » nous disent-ils. Surtout quand on comprend le breton « En Bretagne comme ailleurs ! Interdiction des licenciements ! ».

Pendant ce temps, les discours se succèdent : on y trouve de tout comme à la Samaritaine. Christian Troadec, le maire de Carhaix qui est l'origine de l'appel à cette manif insiste dans son intervention sur l'unité de tous les bretons qui doivent se battre pour l'avenir de la Bretagne. Les représentants patronaux pleurent sur leurs

« difficultés » et réclament moins de « charges » et moins de taxes. Passons sur l'intervention du responsable de la FDSEA, le syndicat des agriculteurs productivistes. Les représentants syndicaux appellent les travailleurs à lutter pour défendre leurs emplois et leurs conditions de travail. Nadine Hourmant insiste sur l'unité qu'il faudra réaliser entre les travailleurs du public et ceux du privé, ainsi que le représentant des marins de la CGT. Enfin, notre camarade Mathieu Guillemot du NPA Kreiz-Breizh lit un message de Pierre Le Menahes, dirigeant de la CGT EX-SBFM, très connu pour la lutte victorieuse qu'il a animée dans cette entreprise (cf. encadré).

Au même moment, quelques jeunes passent leur temps en jetant des pots de chrysanthèmes sur les CRS, en mettant le feu à quelques palettes ou en tirant des fusées de détresse.

L'immense cortège s'ébranle enfin, parcourt les rues aux magasins fermés mais qui affichent tous, sur leurs devantures, leur soutien à cette manifestation. Le rassemblement unitaire y regroupera plusieurs centaines de personnes.

Le vent de la révolte s'est levé (et sans pluie, mar plij) !

Il nous reste désormais à envisager la suite de la lutte : le gouvernement doit bloquer ces licenciements, maintenir le salaire de tous les salariés menacés et exiger l'ouverture de tous les livres de comptes ! (Cf. communiqué du NPA)



### **10. Le communiqué du NPA 29 du 4 novembre 2013 : La révolte des ouvrières et ouvriers Bretons.**

Les salariés de Marine Harvest viennent de se déclarer en grève illimitée et occupent leur usine. A Morlaix, les Tilly Sebco occupent la sous préfecture dont ils ont enfoncé les portes et demandent à rencontrer le ministre de l'agriculture Stéphane Le Fol.

L'immense révolte qui s'est exprimé dans les manifestations de samedi explose au grand jour. Il faut que toute la population, les syndicats, les partis ouvriers progressistes se mobilisent dans l'unité pour être au côté des salariés en lutte et exiger l'arrêt des licenciements.

Stop au massacre social.

Tous ensemble dans la lutte.

Il faut purement et simplement interdire ces licenciements, maintenir les salaires de tous les employés et exiger l'ouverture des livres de compte.

Plus que jamais, ces luttes doivent converger en un mouvement d'ensemble, contre la casse sociale et humaine, contre l'austérité.

Au côté des salariés du Marine Harvest, des Tilly, des Doux et des autres le Npa 29, leur apporte son soutien indéfectible



### **11. AGROALIMENTAIRE : FAMEUX, LE « MODÈLE BRETON » ?** Michel Kernaleguen

Les plans de licenciements se succèdent dans l'agroalimentaire breton où différentes filières sont touchées.

Une véritable crise. L'agriculture, la pêche et les industries de transformation sont depuis longtemps des pourvoyeurs d'emplois. Les entreprises Gad, Doux, Marine Harvest, Boutet-Nicolas ou Tilly-Sabco, qui étaient hier inconnues du grand public, font aujourd'hui la une de la presse nationale.

#### **Crises multiples**

La Bretagne est la première région agricole française : elle réalise 12 % du chiffre d'affaire de la production agricole nationale sur 5 % du territoire. Les principales activités sont les productions d'élevage qui contribuent pour 70 % à la valeur de la production agricole bretonne. La région compte 69 887 actifs employés dans 34 450 fermes. En 1970, les fermes bretonnes étaient au nombre de 150 921...

Les industries agroalimentaires bretonnes réalisent environ 18 milliards d'euros de chiffre d'affaire par an, dont 4 milliards à l'exportation, et emploient 60 000 salariés.

Environ 1/3 des emplois industriels en Bretagne.

Le modèle agricole et agroalimentaire breton actuel sont issus de la révolution agricole des années 50 et 60 qui ont organisé le passage d'une agriculture familiale de proximité à l'agro-industrie hyper-productiviste que nous connaissons aujourd'hui.

Ce « modèle breton » traverse aujourd'hui de multiples crises : économique, sociale et environnementale.





## L'environnement pollué

La crise environnementale est bien connue. Les productions animales intensives et hors sol associées à l'utilisation massive d'engrais chimiques génèrent des excédents de nitrates et de phosphates qui ruissellent, s'infiltrant et polluent toutes les ressources en eau et sont à l'origine des marées vertes sur les côtes.

La FNSEA, les industriels de l'agroalimentaire, l'UMP, mais également le PS, minimisent largement le phénomène et mettent en place des « plans algues vertes » bien dérisoires. Le contribuable, lui, paie l'addition: en 2012, le ramassage de 70 000 m<sup>3</sup> d'algues vertes a coûté 500 000 euros. D'autres polluants plus dangereux comme les pesticides répandus sur les cultures et les antibiotiques utilisés dans les élevages nous menacent, sans parler de l'ammoniac ou des gaz à effet de serre.

Ce modèle économique très gourmand en énergie suppose aussi des importations massives de soja transgénique depuis l'Amérique latine et contribue à la destruction des sols et des paysages.

## Les travailleurs licenciés

La crise économique et sociale s'annonçait, aujourd'hui elle explose. Ainsi, les deux poids lourds de la filière avicole, Doux et Tilly-Sabco, invoquent la fin des restitutions européennes. Ces aides concernaient les exportations de poulets congelés. De 480 euros la tonne en 2007, elles ont chuté à 108, 50 euros la tonne en 2012. Les entreprises, qui savaient depuis longtemps que la communauté européenne allait les supprimer, n'ont pris aucune mesure sérieuse pour diversifier leur production et ce sont maintenant les travailleurs qui doivent servir de variable d'ajustement. Ainsi, dans la filière porcine, les entreprises bretonnes sont jugées moins performantes que les abattoirs allemands qui emploient des travailleurs d'Europe de l'Est payés à coups de trique...

Pour répondre à cette situation d'urgence, le NPA demande la suspension de tous les licenciements, et une loi cadre les interdisant. Nous exigeons l'ouverture des livres de comptes afin que les travailleurs prennent connaissance par eux-mêmes des résultats de leur entreprise. Si celle-ci est bénéficiaire, l'État doit interdire immédiatement les licenciements. Si l'entreprise connaît de réelles difficultés, il faut imposer la réquisition sans indemnité ni rachat.

L'agriculture et l'agroalimentaire doivent se reconverter: nous refusons cette société inhumaine où les hommes et la nature sont sacrifiés pour satisfaire la rapacité de quelques-uns. Le capitalisme agro-industriel détruit l'emploi paysan, l'environnement et mène la vie très dure aux salariés des usines. L'agriculture doit cesser cette course au gigantisme, baisser drastiquement sa consommation d'énergie et de produits chimiques, et s'orienter vers des fermes de taille raisonnable produisant une nourriture de qualité en diversifiant et en relocalisant les ateliers de transformation. Le capitalisme en est bien incapable.



## **12. DROIT DE RÉPONSE À L'ARTICLE DE MICHEL SOUDAIS PARU SUR LE SITE DE POLITIS LE 1<sup>ER</sup> NOVEMBRE 2013** Philippe Poutou, le 6 novembre 2013

Vous avez le droit d'écrire ce que vous voulez, c'est la liberté de la presse et on est archi pour. Vous avez aussi le droit visiblement d'écrire n'importe quoi, de traiter un sujet sans scrupule et du coup d'insulter des manifestants, des militants, des organisations politiques et syndicales. Pourquoi pas. Dans ce cas, je demande logiquement à utiliser mon droit de réponse.

En aucun cas le Npa et les autres participants à la manifestation de Quimper n'ont manifesté « avec le patronat, le FN et les identitaires ». Dans cette manifestation, contrairement à ce que vous affirmiez, il n'y avait pas de dirigeants du FN, il n'y avait aucun drapeau, ni banderole, ni slogan ni rien du tout pouvant identifier le FN. Les identitaires comme les réacs de la « Manif pour tous » n'étaient qu'une poignée. L'UMP n'était représentée que par une brochette d'élus (mais cela n'arrive-t-il jamais dans les manif de salariés ?) Le Medef en tant que tel n'était pas représenté, même pas à la tribune où des organisations patronales ont pourtant pris la parole.

Alors oui cette manifestation ne ressemblait pas aux manifestations habituelles. C'était une manifestation dominée par un sentiment régionaliste qui laisse la place à une participation très diverse socialement et politiquement. Mais cette manifestation était avant tout très majoritairement populaire, elle était l'expression d'une colère populaire contre la crise, contre les difficultés de vivre, contre la souffrance quotidienne. Ce sont

des salariés (Gad, Doux, Tilly, Marine Harvest ...), des chômeurs, des retraités, des jeunes, des militants CGT, du Front de Gauche, d'Attac, de l'UDB, de Breizhistance, des Alternatifs, des Zadistes de NDDL, du NPA ... qui ont manifesté. Parmi les 30 000 personnes, il y avait bien sûr des paysans, des petits exploitants, des commerçants victimes de la crise ou solidaires.

Non cette manifestation n'était pas à l'initiative du Medef ou de la droite. Même si, c'est évident, il y a des tentatives de récupérer ou de dévoyer la colère des gens d'en bas. Il y a eu une volonté d'intoxication par le traitement médiatique de l'événement.

Pour rappel, à l'origine, c'est le Comité pour l'emploi de Carhaix qui a décidé d'organiser cette manifestation lors d'un meeting le 18 octobre. Un meeting de solidarité envers les salariés de Marine Harvest. C'est après l'action du 26 octobre que les «anti-écotaxes » ont appelé à poursuivre le mouvement le 2 à Quimper. Là effectivement, le message commençait sérieusement à se brouiller.

Il n'y avait pas de raison de désertier cette manifestation. C'était au contraire aux syndicats, aux associations, à la gauche radicale de tout faire pour que cette manifestation garde clairement un caractère anti-licenciements, anticapitaliste. Avec nos petits moyens, nous avons d'ailleurs constitué un pôle « gauche » dans le cortège avec les autres organisations présentes et nous étions les seuls à avoir des banderoles, des drapeaux en dehors des très nombreux drapeaux bretons. Et nous n'avons pas été vus comme des extra-terrestres, au contraire même.

Nous étions à notre place à Quimper : avec le bas peuple révolté mais aussi pour défendre une perspective progressiste et des solutions de gauche à la crise, pour faire entendre une voix anticapitaliste. Il s'agit tout simplement de construire concrètement une opposition de gauche au gouvernement pour ne pas laisser la droite, l'extrême droite ou le patronat prendre le contrôle du mouvement, ce qu'ils n'ont pas encore réussi à faire. Oui il y avait une bataille politique à mener. Dans cette manifestation et non pas à 70 kilomètres.

Pour finir : le NPA, avec ses militants de Carhaix, de Quimper, de Brest ou de Lorient en sait autant que vous sur la situation bretonne. Ce n'est pas la peine de se la jouer condescendant ou méprisant. Nous souhaitons évidemment que les désaccords politiques, les discussions autour de la nécessaire rupture avec le PS et son gouvernement libéral puissent se mener sans passer par le dénigrement ou l'insulte.



**13. « les germes d'une convergence des luttes ouvrières existent, avec ou sans bonnets rouges » L'Anticapitaliste du 14 novembre 2013 : Libre Expression**

*Militant du NPA Kreiz Breizh, Matthieu Guillemot a été en 2008 un des animateurs de lutte victorieuse contre la fermeture des services de chirurgie et de maternité de Carhaix et un défenseur acharné des inculpés de cette lutte. Membre du comité de défense de l'emploi de Bretagne, il a pris la parole à la tribune lors de la manifestation de Quimper le 2 novembre. Il nous présente les enjeux et les perspectives de cette mobilisation.*

**Peux-tu revenir sur la préparation de la manifestation de Quimper ?**

Le point de départ est venu d'une poignée d'ouvrières et d'ouvriers de Marine Harvest. Leur usine doit fermer, et ce malgré un bénéfice affiché dépassant les 300 millions. Ils sont venus interpellier le maire de Carhaix

Christian Troadec sur leur colère liée au fatalisme qui régnerait dans leur entreprise. Le choix de ces ouvriers n'était pas anodin. Les braises du confit victorieux de l'hôpital de Carhaix brûlent encore. Le souhait des ouvrières et ouvriers est clair, s'engager dans une lutte à la hauteur de celle menée en 2008 pour le maintien des services de maternité et chirurgie de l'hôpital de Carhaix. Le lendemain mon téléphone sonna deux fois. Un premier appel de ce même groupe d'ouvriers pour me répéter la discussion qu'ils avaient eu avec Christian Troadec et un deuxième appel de Christian Troadec. Le but clair, affiché et partagé : remettre en action les acteurs et les mécanismes de la lutte de l'hôpital de Carhaix. Un premier rassemblement populaire est organisé à la salle Glenmor le 18 octobre en soutien aux Marine Harvest. Cette date est très importante, elle donne le ton aux actions à entreprendre lié à la détermination et à l'investissement de la population. Et elle fût largement au dessus de toutes les espérances. Plus de 600 personnes se sont massés pour remplir la salle. Pour une ville qui compte 8000 habitants, c'est plutôt pas mal. Les acteurs du combat pour l'hôpital ont bien sur en tête que 300 personnes s'étaient mobilisées lors du premier rassemblement en 2008. A la tribune sont présent tous les groupes politique, syndicats, élus, commerçants ayant appelé à ce rassemblement (NPA, PS, FdG, FO, CFDT, mairie de Carhaix, maire de Poullaouen, président du pays Centre Ouest Bretagne, présidente des commerçants carhaisien) et dans l'assistance, les délégués CGT de Marine Harvest. Les prises de parole se succèdent. Pour ma part, et au nom du NPA Kreiz Breizh, j'insiste sur l'interdiction des licenciements. Cet argument est bien reçu dans public tant le cas de Marine Harvest est plus que choquant même pour les moins politisés dans l'assemblée, en effet, chez Marine Harvest plus de 300 millions de bénéfices = plus de 300 licenciements.

C'est à l'issue de cette soirée et de ce rassemblement que sera programmée la grande manifestation contre les licenciements et pour l'emploi le 2 novembre à Quimper.

### **Selon toi, qu'est-ce que cette manifestation a changé au climat social local et national ?**

Au lendemain de la manif de Quimper, la motivation est grande. Si l'effet « Bonnets Rouges » marche à plein régime, c'est qu'il est le symbole en Bretagne de la colère et du peuple. C'est une vieille histoire. Mais son dévoiement et sa récupération (c'est le patron d'Armor Lux qui a offert les bonnets rouge sous le portique de Pont Buis) a brouillé le message en particulier autour de l'écotaxe mais si je pense personnellement que cette taxe est injuste et inefficace écologiquement. Le lendemain matin de la manif, à peine ai-je mis un pied hors du lit, mon téléphone sonnait. Nos camarades de Marine Harvest, présent en masse à Quimper, m'appelaient pour m'informer qu'ils entamaient une grève illimitée avec un blocus de l'entreprise. Avec Christian Troadec, nous nous rendons sur le lieu pour apporter tout le soutien du comité pour l'emploi à l'action entamée par les salariés.

Aux infos dans la voiture, on apprend que les salariés de Tily Sabco (1000 emplois menacés) quittent leur entreprise de Guerlesquin en direction de la sous préfecture de Morlaix. Nous n'avons donc même pas eu le temps de douter.

Les Tily Sabco et leur syndicat CGT enfoncèrent les portes de la sous pref, et occupèrent les lieux pendant près de 12h en exigeant de rencontrer le ministre Stéphane Le Foll, même si le PDG de l'entreprise a tenté une fois de plus le coup de « l'union sacré » comme s'il n'était en rien responsable des risques de fermeture de l'entreprise.

A l'heure où je vous écris les Marine Harvest maintiennent grève et blocus et des portiques écotaxe sont encore pris pour cible un peu partout en France. Il reste à espérer que, comme en Bretagne, le portique soit l'arbre qui cache la forêt de la révolte sociale et du refus de cette société capitaliste et productiviste qui met à mal le monde ouvrier et la petite paysannerie.

### **Le mouvement en Bretagne semble se caractériser par deux axes revendicatifs : la lutte pour l'emploi, contre les licenciements, et l'opposition à l'écotaxe. Comment cohabite les deux ?**

Le point de départ est assurément la lutte pour l'emploi, contre les licenciements. Les événements de Pont de Buis ont quelques peu brouillé la lisibilité de l'action populaire, pour autant, il a participé au succès populaire de la manif de Quimper. La présence du NPA et de son porte parole Philippe Poutou, a permis de recentrer les débats sur les thématiques de l'emploi, du moins, tel a été notre objectif.

Les représentants de la FNSEA, du MEDEF et quelques représentants de l'UMP,...se sont engouffrés dans la brèche ouverte par la lutte contre l'écotaxe, en développant un discours réactionnaire et productiviste.

Le NPA a fait le choix de ne pas laisser le terrain à ses ennemis de classe. Et donc de s'adresser aux salariés, au monde ouvrier lorsque certains préféraient s'en éloigner un maximum. Je pense que de toutes les forces de la

gauche de la gauche doivent faire face à l'ennemi de classe et ce toujours aux cotés des salariés, pour ne pas laisser le cri de colère se transformer en vote de haine.

Par notre présence nous pouvons dialoguer sur nos propositions et nos solutions comme l'interdiction des licenciements mais également l'ouverture des livres de compte des entreprises, les réquisitions ouvrières de l'outil de travail ou les nationalisations des entreprises.

**Tu es plus particulièrement investi sur la lutte des "Marine Harvest". Ou en est-on ? Qu'est-ce qui différencie cette lutte des autres mobilisations dans les boites bretonnes ?**

Marine Harvest est le n°1 du Saumon en Europe, son siège est basé en Norvège. Ses bénéfices se cessent de s'accroître. Il dépasse aujourd'hui les 300 millions d'euro. La faim des actionnaires suit le même parcours. Le projet de la direction de Marine Harvest est de délocaliser en Pologne dans une logique capitaliste bien connu, jamais assez, toujours plus. Cette lutte est différente des autres car si la colère est grande dans la population et chez les salariés, elle a du mal à se concrétiser dans les revendications amené par les représentants du personnel. Il y a en permanence une balance entre maintien de l'emploi et le refus des licenciements et la course à un meilleur plan social avec augmentation des indemnités et primes de départ. Ce qui apparaît quelque fois comme contradictoire et source de tension entre les salariéEs en lutte mais aussi avec le comité de soutien.

Toujours est-il que ce vendredi 8 novembre, nous étions très nombreux à soutenir les Marine Harvest en grève, dans une ambiance combative et solidaire.

**Comment la jonction pourrait-elle possible avec les autres boites en lutte ?**



Si certains sont effrayé par le symbole du « bonnet rouge », il faut tout de même se rappeler qu'à la tribune de Quimper et ce, devant près de 30 000 personnes se sont succédé au micro : les représentants de Gad, de Doux, de Marine Harvest, de la CGT des Marins et du NPA. Dans la bouche de ces représentants, les mêmes revendications sont verbalisées : Interdictions des licenciements, réquisition ouvrières des usines et nationalisation des usines qui licencient. La représente FO Doux s'est rendu à de multiple reprises sur le piquet de grève des Marine Harvet. Les germes d'une convergence des luttes ouvrières existent, avec ou sans bonnets

rouges, car il faut offrir un avenir concret aux revendications des salariés.

Les rassemblements du 2 novembre, les blocus d'entreprise mais aussi de l'aéroport de Brest, de la ville de Morlaix ont été autant de moment de rencontre, de lien entre les salariés en lutte. Tout ceci doit se transformer à un front unique de la révolte sociale avec les syndicats ouvriers mais aussi d'une opposition de gauche à la politique désastreuse de gouvernement Hollande/Ayrault.



#### **14. Toutes et tous dans la rue le 23 novembre BRETAGNE : POUR UNE CONVERGENCE DES MOBILISATIONS**

Signe d'une mobilisation qui continue, le Comité pour le maintien de l'emploi en Centre-Bretagne, créé il y a plus d'un mois, s'est réuni vendredi 15 novembre. Il a rassemblé environ 150 personnes, dont 40 salariéEs de Marine Harvest...

Malheureusement aucune organisation syndicale, ni aucun représentant du personnel n'a fait le déplacement. Seuls les salariéEs de Marine Harvest qui se sont battus pour récupérer des primes de départ, et les intérimaires qui iront pointer au chômage en mars 2014, étaient présentEs. Ils étaient venus pour remercier le



comité de son soutien logistique et moral durant leur lutte. Malgré la fin de la grève, ils ne sont pas résignés. Pour le comité de soutien et pour les salariéEs présentEs, la lutte prendra d'autres formes. Conscient que c'est en restant uni qu'ils pourront peut-être obtenir une suite au site de Marine Harvest.

Durant la semaine écoulée, Carhaix est devenu le symbole de la contestation contre les taxes. Ce même vendredi 15 novembre, la filière d'horticulture réunissait plus de 250 «entrepreneurs» et des salariéEs venuEs de Bretagne bien sûr, mais aussi des Pays de la Loire, de la Manche, de l'Aquitaine, de Poitou-Charentes, du Nord ou encore de Midi-Pyrénées, contre le passage de la TVA à 10% au lieu de 5, 5.

Et cela sans compter la mobilisation menée ce samedi par les transporteurs pour protester contre l'écotaxe, et les centres équestres qui manifestaient ce même jour, pour protester contre le passage de leur TVA de 7 à 20%.

### **Contre l'éparpillement**

Du côté syndical, les tensions sont fortes. Un appel à manifester a été lancé pour le 23 novembre dans les 4 départements bretons, appel lancé par les organisations syndicales CFDT, CGT, Solidaires, CFTC, UNSA, CFE-CSG: «Pour l'avenir de la Bretagne, mobilisons-nous pour un Pacte social». Au vu de la situation urgente que vivent plusieurs milliers de salariéEs de l'agroalimentaire, l'on aurait pu espérer lire des revendications plus claires, comme l'exigence d'un moratoire sur les licenciements ou encore la restitution des subventions publiques qu'ont empochées des entreprises comme Doux, Marine Harvest, Tilly Sabco, CAB et compagnie... Ce n'est pas le cas!

Quant à FO, il n'est pas question rejoindre cette intersyndicale qu'il qualifie de «manifestation de soutien au gouvernement». D'autre part, cette organisation syndicale s'est désolidarisée du collectif Vivre, travailler et décider en Bretagne qu'il le juge trop régionaliste. Pour FO, la question des licenciements est une question nationale et l'organisation appelle donc à manifester à Rennes contre les licenciements... le 24 novembre 2013.

Sans FO, les «bonnets rouges» appellent, eux, à manifester le 30 novembre à Carhaix pour l'emploi et pour la suppression claire et définitive de l'écotaxe. Pour l'instant, la seule organisation syndicale ouvrière qui s'associe à cette manifestation est le syndicat CGT des Marins du Grand Ouest, premier syndicat maritime du littoral français, avec comme unique mot d'ordre la défense des emplois, afin de soutenir les salariéEs de «Gad, Doux, Tilly-Sabco, Marine Harvest, etc.»

### **Une perspective politique d'ensemble**

Pour le NPA, nous continuerons, comme nous l'avons fait le 2 novembre à Quimper, à défendre des objectifs communs autour de l'interdiction des licenciements, l'arrêt de toutes les suppressions d'emplois, la réquisition sous contrôle ouvrier des entreprises qui licencient, et la baisse du temps de travail.

Nous avons milité -et continuons de le faire- pour l'unité du monde du travail et de ses organisations, en opposition à la politique du gouvernement et du Medef, en solidarité avec toutes celles et ceux qui sont victimes de leur politique. Il appartient à la classe ouvrière et à ses organisations d'offrir une perspective politique d'ensemble, pour ne pas laisser la droite et l'extrême droite dévoyer le mécontentement.

Dans ce cadre, nous défendons la reconversion de l'agriculture et du secteur agroalimentaire. Le capitalisme agro-industriel détruit l'emploi paysan, l'environnement et mène la vie très dure aux salariés des usines. Nous refusons une société inhumaine qui sacrifie les hommes et la nature pour satisfaire la rapacité de quelques-uns. La mobilisation continue, en Bretagne et ailleurs.



## **15. Communiqué de presse pour le 23 novembre à Morlaix NPA 29**

Le samedi 23 novembre, les organisations syndicales appellent à manifester contre le massacre de l'emploi et cela dans les 4 départements bretons. Le Nouveau Parti Anticapitaliste 29 et son porte parole Philippe Poutou, participera à la manifestation de Morlaix à partir de 15 heures.

Les comités NPA du Finistère appellent tous les salarié-es, les retraité-es, les jeunes à participer à cette manifestation au sein de laquelle ils porteront les revendications suivantes:

- Suspension immédiate de tous les licenciements conduisant à l'interdiction pure et simple de ceux-ci.
- Ouverture des livres de comptes des entreprises qui licencient.

- Le modèle agroalimentaire breton doit être entièrement réorienté car il détruit l'emploi paysan, il détruit l'environnement et il mène la vie très dure aux salariés des usines.
- Le partage du temps de travail entre toutes et tous, avec les 32 heures hebdomadaires sans perte de salaire ni annualisation du temps de travail.
- interdiction des temps partiels imposés
- remplacement des emplois précaires par des CDI.
- titularisation des précaires dans la fonction publique et arrêt des suppressions de postes, alors que les besoins sont criants, notamment dans l'éducation, la santé.

Ce programme exige, bien sur, une autre répartition des richesses.

Cette manifestation doit montrer la voie, après celles de Quimper et de Carhaix du 2 novembre dernier, d'un mouvement unitaire d'ensemble pour mettre fin au massacre social qui a lieu actuellement en Bretagne.

**Re ' zo re! (trop c'est trop)**



## **16. L'ANTICAPITALISTE : LE NPA SERA À CARHAIX LE 30 NOVEMBRE AU CÔTÉ DES SALARIÉES**

Après les manifestations du 02 et du 23 novembre, le mouvement des salariés contre les licenciements et l'austérité doit se poursuivre et s'amplifier contre les licencieurs et les productivistes responsables de la crise actuelle du modèle agroalimentaire breton.



Le NPA du Finistère exige un gel immédiat des licenciements en cours conduisant à une loi d'interdiction des licenciements. Le NPA, poursuivant son combat pour l'indépendance et l'unité des travailleurs, appelle à rejoindre le pôle ouvrier à 13 heures devant la gare de Carhaix. Afin que s'exprime lors du rassemblement du 30 novembre les revendications des travailleurs, des jeunes, des chômeurs et des précaires qui refusent de payer cette crise dont ils ne sont en rien responsables.

Communiqué de presse NPA 29



## **17. BRETAGNE : UNE REPRISE EN MAIN DÉRISOIRE Hebdo L'Anticapitaliste - (28/11/2013)**

Quelque 10 000 manifestantEs se sont réunis dans 4 villes de Bretagne ce samedi 23 novembre, à l'appel d'une intersyndicale très large. La manifestation de Morlaix, qui a eu lieu l'après-midi, fut la plus fréquentée (sans doute 4 000). Les manifestations du matin, à Rennes où FO était présent, à Lorient et Saint Briec avec le renfort des dirigeants syndicaux comme Thierry Lepaon (CGT), Laurent Berger (CFDT) et Annick Coupé (Solidaires), n'ont réuni respectivement qu'environ 3000, 1000 et 1000 manifestantEs. Sans être négligeable, le nombre de présents était bien en deçà de ce que prévoyait l'intersyndicale (CGT, CFDT, Solidaires, CFTC, UNSA, CFE-CGC, FSU), alors même que les dirigeants syndicaux n'ont cessé de marteler qu'ils allaient reprendre la main en Bretagne et que cette manifestation se voulait une réponse, une riposte, à la manifestation qualifiée de «populiste» du samedi 2 novembre à Quimper...

Il n'en a rien été, car malheureusement les directions syndicales n'ont pas voulu voir et entendre l'immense colère ouvrière, populaire qui s'est exprimée à Quimper, même si la FNSEA, la droite et le Medef ont tenté de la dévoyer, renforcés en cela par les syndicats et une grande partie du FdG qui n'ont pas voulu entendre la voix des revendications ouvrières et anti-productivistes. Obnubilée par la crainte des «Bonnets rouges» et du débordement, l'intersyndicale n'a même pas voulu ce samedi d'une seule manifestation, initialement prévue à Rennes, pouvant permettre la coordination, la convergence des luttes et des colères de l'ensemble des

départements bretons. Cette dispersion, volontaire, a évidemment nui à la participation et transformé cette manifestation en cortèges traditionnels, ternes, sans proposition d'ensemble au regard de la situation catastrophique qui est celle des salariéEs de la filière agroalimentaire en Bretagne et plus généralement des autres entreprises comme PSA, Alcatel, etc.

### Donner une réponse à la détresse et à la colère

De plus, le texte de l'intersyndicale s'inscrivait complètement dans le pacte d'avenir du gouvernement, assorti «d'un volet social» mais ne revendiquant même pas la suspension des plans sociaux, des licenciements et des fermetures d'entreprises. Il ne pouvait pas être une réponse combative et pratique à la détresse et la colère de milliers de salariéEs, de précaires, de chômeurs...

Les discours officiels «bornés» par ce texte n'ont offert aucune perspective de luttes d'ensemble et surtout pas une réponse aux licenciements, aux productivistes même affublés d'un bonnet rouge, et surtout pas à la politique d'austérité de ce gouvernement, largement épargnée dans les discours et les mots d'ordre officiels... Fort heureusement, comme le 2 novembre à Quimper, le NPA était présent dans les diverses manifestations, avec Philippe Poutou à Rennes et à Morlaix, pour porter la voix de l'indépendance et de l'unité ouvrière, avec nos tracts et banderoles pour «□ l'interdiction des licenciements». Nous avons discuté de notre positionnement et de nos propositions bien au-delà de nos rangs, parmi nos camarades de la CGT, de Solidaires, de la FSU, mais aussi du FdG qui étaient présents dans les manifestations, en particulier à Morlaix. La gravité de la situation exigeait de la part de l'inter-

syndicale plus de discernement pour appréhender les formes multiples de la colère et de la révolte en Bretagne et une riposte à la hauteur du massacre social en cours. Elle s'est contentée d'une charge contre «les Bonnets rouges», contre la manifestation du 2 novembre dernier et celle de ce samedi 30 novembre à Carhaix, et surtout d'un discours creux accompagnant le pacte d'avenir du gouvernement. Cela est apparu largement insuffisant.

Gérard Mas



### 18 Article pour l'Anticapitaliste du 1<sup>er</sup> décembre 2013

Durant toute la semaine précédant la manifestation du 23 novembre à Carhaix à l'appel des Bonnets Rouges, les comités de défense de l'emploi de nord Finistère et de Carhaix, composé des salariéEs de GAD, de Tilly Sebco et de Marine Harvest et de leurs responsables syndicats n'ont pas chômé.

L'idée impulsée par le comité de Carhaix était de tenter d'organiser un rassemblement de l'ensemble des salariéEs en lutte en parallèle des Bonnets Rouges à Carhaix.

Après une semaine de rencontre et de concertation, le « comité pour l'emploi en Bretagne » est né et s'est élargi en plus des ouvrières et ouvriers de Marine Harvest, Tilly Sabco et Gad, à la CGT des Marins du Grand Ouest qui soutient toutes les actions qui seront menées pour la défense de l'emploi et des salariés et SLB (Syndicat des Travailleurs de Bretagne).



Le texte fondateur de ce nouveau collectif qui s'intitule « **Décider, vivre et travailler en Bretagne en interdisant les licenciements ! Frankiz, labour, bara !** » dénonce clairement les conditions de travail inhumaines réservées aux salariés de l'agroalimentaire, condamne les politiques européenne soutenues par les gouvernements français successifs qui ont détruit les acquis sociaux, les services publics, les garanties collectives des salariés au nom du libéralisme économique. Il appelle l'unité de tous les syndicats de salariés, petits artisans et commerçants, l'unité ouvrière la plus large contre les plans de licenciements dans le privé et contre les suppressions de postes dans le public et conclue par « *Les solutions existent pour combattre le libéralisme économique. Elles passent par l'interdiction des licenciements, la réquisition ouvrière des moyens de production et la nationalisation des entreprises bénéficiaires qui licencient.* »

Ce texte qui circule par mail, par voie de presse appelle à un rassemblement devant la gare de Carhaix à 13 heures.

Ce 30 novembre, le rassemblement s'étoffe, rejoint par des salariés du privé mais aussi du public, de simples citoyens et des militants du Breizhistance, du FdG et du NPA mais l'on peut voir flotter quelques drapeaux de la CGT et de Sud. Après la lecture du texte fondateur en français et en breton, les prises de parole des GAD, Marine Harvest, Tily Sabco, de la CGT des Marins du Grand Ouest et SLB se succèdent clairement antilibérales et pour l'interdiction des licenciements mais aussi des appels à relever la tête, à la lutte du monde ouvrier.

Ceux sont au moins 1000 personnes partiront en cortège derrière une banderole reprenant le titre de l'appel. Fort de ce véritable succès, c'est en scandant des mots d'ordre combatifs qu'il arrivera sur le lieu du rassemblement des Bonnets rouges sur le site des « Vieilles Charrues ».

Sous les applaudissements, les rangs s'écartent pour laisser le pôle ouvrier arriver jusqu'au plateau centrale où les dirigeants syndicaux des usines en lutte prendront à la parole et liront l'appel du comité pour l'emploi en Bretagne.

Pêcheurs, agriculteurs, routiers, artisans se succéderont sur le podium où les responsables du mouvement Thierry Merret (dirigeant de la FDSEA) Christian Troadec (maire de Carhaix) ont également harangué la foule très populaire estimée entre 15.000 à 20.000 personnes.

Beaucoup de discours contre l'écotaxe et des discours confus contre les taxes et les «charges » en général seront martelés et sur la fierté d'être breton.

Ce dernier conclut en invitant François Hollande : « *qui, pour le moment, n'a pas dit un mot sur ce qui se passe en Bretagne -, à venir entendre ce que nous avons à lui dire* »

Tout cela, entrecoupé de concert « des Frères Morvan » et de Gilles Servat qui nous interprétera ses célèbres chansons comme les « Prolétaires » et la « blanche Hermine » hymne officiel breton.

Pour le comité pour l'emploi en Bretagne, la tâche ne s'arrête pas là. Des rendez-vous sont déjà fixés pour faire le bilan de la journée mais aussi d'organiser dans les jours à venir un meeting dans le Finistère.



## **19 Article pour l'Anticapitaliste : Un pacte sans avenir...pour les salariés**

Mené tambour battant, le pacte d'avenir pour la Bretagne est fort de 87 pages et serait lourd de 2 Milliards d'€ ... sauf que cet effet d'annonce combine mesures nouvelles et opérations déjà en cours.

A n'en point douter cette précipitation dans la rédaction de ce document ne vise qu'à tenter d'étouffer un mouvement social et une explosion de colère, très enraciné dans le contexte breton, qui a ébranlé le gouvernement et son armada de ministres bretons...

Pourtant la lecture de ce pacte semble bien loin de faire l'unanimité parmi les « acteurs économiques et sociaux », sauf peut-être le MEDEF, et en particulier de celles et ceux qui ont participé massivement à la révolte bretonne...

Outre les critiques des éléments régionalistes comme l'UDB ou C. Troadec qui dénoncent à la fois le manque de concertation, de démocratie et la non prise en compte des attentes de la société bretonne au travers d'un plan classique Etat/Région qui ne « promet aucune innovation institutionnelle », des syndicats et en particulier Solidaires considère que le compte n'y est pas pour les salariéEs.

Certains écologistes, avec justesse, dénoncent la confusion « entre simplification administrative et déréglementation » permettant le relèvement des seuils d'élevage et le passage d'une autorisation administrative à un simple enregistrement .../...des propositions portées par le lobby porcin... »

A l'évidence, si ce pacte va conforter le marché productiviste en distribuant force aides publiques sans aucune condition préalable, ni contrôle de l'utilisation de ses subventions, il est en revanche extrêmement timide dans les contraintes imposées aux capitalistes et aux actionnaires.

### **Les salariéEs licenciéEs oubliéEs**

La CGT, étonnamment, annonce que le pacte Bretagne « permet d'engager un travail sur la région pour donner aux salariéEs d'autres alternatives que le licenciement systématique (sic) »... et insiste « sur la qualité du dialogue social dans les entreprises.../... », comme d'ailleurs la CFDT qui toutes deux se félicitent de



«l'instauration d'une instance régionale du dialogue social » comme cela a été fait pour les filières agroalimentaires...

### **De qui se moquent-ils ?**

De ces milliers d'ouvrières et ouvriers qui ont été jetés à la rue « avec la bénédiction du dialogue social » ; de ces dizaines de milliers de manifestants qui se sont opposés aux plans « sociaux » brutaux et destructeurs.

Ce pacte d'avenir pour la Bretagne oublie tout simplement que ce sont les petits paysans et les salariéEs qui paient le prix fort de la « crise » du modèle économique libéral.

Ce sont elles et eux qui se retrouvent dans la détresse alors qu'ils ont été exploités pendant des décennies au profit des géants de l'agroalimentaire et de l'accumulation des fortunes grâce à des dividendes plus que confortables...

A aucun moment, ce pacte n'impose une suspension des licenciements, le maintien des emplois et rémunération de tous les salariéEs y compris les intérimaires, très nombreux dans la filière.

Cette exigence aurait dû être le préalable à toutes discussions de la part de toutes les organisations syndicales lors du lancement de ce pacte. Il n'en a malheureusement rien été, ni en préfecture de région, ni dans le texte de l'intersyndicale lors des manifestations du 23 novembre. Seule FO a refusé « ce faux dialogue » même si par la suite ce syndicat a quitté le mouvement de contestation sur de faux prétexte...

Ce plan qui ne fait que prolonger les politiques passées qui nous ont conduit à la situation présente, non seulement ne présente aucun « volet social conséquent » mais tourne le dos à la défense des salariéEs et à celui d'une voie ouvrant des perspectives réellement en rupture avec l'agro-business capitalistes et productivistes.

Plus que jamais la mobilisation sociale doit s'amplifier en Bretagne à la fois contre les capitalistes et actionnaires et contre le gouvernement qui demeure sourd aux revendications des salariéEs et des plus démunies.



## **20. Résistance ouvrière et auto organisation**



Si l'on en croit les médias nationaux, la « révolte des Bonnets Rouges » ne fut qu'une jacquerie dirigée par la FDSEA et le grand patronat contre l'écotaxe et les « charges patronales »...

Cette vision des événements qui fait la part belle au libéralisme, au productivisme et à une opposition de droite au gouvernement oublie complaisamment que l'origine de cette explosion de colère ce sont les milliers de licenciements qui ont frappé durement les ouvrières et ouvriers de l'agroalimentaire comme l'atteste encore aujourd'hui la lutte pour le maintien du site de Marine Harvest (multinationale de la transformation du saumon) ou encore la lutte des ouvriers de chez GAD qui le 13 décembre encore tentent de bloquer le départ des machines de

l'abattoir de Lampaul-Guimiliau et une volonté farouche de "Décider, Vivre et Travailler en Bretagne"

C'est par milliers que ces ouvrières et ouvriers se sont retrouvés le 2 novembre à Quimper puis le 30 de ce même mois à Carhaix alors même que les principaux syndicats ouvriers leur tournaient le dos considérant qu'ils n'étaient pas au bon endroit, considérant qu'ils devaient se retrouver derrière les bannières syndicales alors même que celles-ci n'avaient rien entrepris pour faire converger leur luttes et exiger du gouvernement et du grand patronat, responsables de ce massacre social, sinon une interdiction des licenciements au moins une suspension des plans sociaux, avec le maintien de l'emploi et des salaires y compris pour les nombreux intérimaires.

C'est en partant de la double volonté d'être à la fois dans l'immense mouvement de protestation des « Bonnets rouges » mais sans en cautionner les dérives portés par les productivistes de la FDSEA ou les capitalistes de l'agro, que s'est constitué peu à peu, pas à pas, par les contacts, réunion, coordination le pôle ouvrier indépendant qui a défilé le 30 novembre à Carhaix.

Constitué de syndiqués (FO et CGT principalement) et de non syndiqués, salariéEs des usines frappés par les licenciements (Marin Harvest, GAD et Tilly Sebco) appuyé du comité pour l'emploi de Carhaix et du nord Finistère mais aussi de la CGT des Marins du grand Ouest et du SLB, ce pôle qui a reçu le soutien du NPA et Breizhistance, a montré la voie que l'ensemble du mouvement ouvrier et des syndicats auraient du prendre.

Le succès remporté par le pôle ouvrier, alors même qu'il n'a bénéficié d'aucun appel médiatique démontre que très nombreux sont les manifestants de ces dernières semaines disponibles à un combat de classe en défense de leurs intérêts.

Hélas les directions régionales CGT et CFDT, non contentes de vilipender les salariés qui se "fourvoient" dans le mouvement des bonnets rouges, se sont empressées de signer le pacte d'avenir gouvernemental au nom du « dialogue social » qui commence lui par valider la vague de licenciements passés et en cours....tout comme d'ailleurs la majorité PS/PC du conseil régional.

Parce que nombreuses sont les voix dans la CGT qui n'adhèrent pas à la signature et à l'attitude de leur union régionale, parce que FO et Solidaires ont rejeté le pacte d'avenir sur des arguments semblables à ceux du pôle ouvrier, il doit être possible de poursuivre le travail de coordination entamé entre les équipes ouvrières des entreprises Marin Harvest, GAD et Tilly Sebco mais aussi DOUX et Boutet Nicolas. Un rendez-vous est déjà pris pour défendre collectivement les manifestants de Tilly Sebco accusés d'avoir enfoncés les portes de la sous-préfecture de Morlaix.

Il doit être possible de renouer avec les équipes syndicales qui n'acceptent pas la fatalité des licenciements afin de faire entendre de manière encore plus massive demain la résistance ouvrière qui s'est faite jour durant cet automne breton plein d'espoir ...pour l'interdiction des licenciements et un autre modèle agricole et agroalimentaire.



Réalisé à St Nazaire lors de la soirée du 2 12 par Badre Belhaja  
<http://www.youtube.com/watch?v=yt6YZVw25zM&feature=youtu.be>



À travers le monde, la logique destructrice du capitalisme est à l'œuvre. Leur Europe, celle de la troïka honnie par les peuples, est aujourd'hui l'épicentre de la crise. Le chômage, les politiques d'austérité y font des ravages, les conditions de vie et de travail se dégradent constamment, la démoralisation gagne le monde du travail en l'absence de perspectives crédibles de la gauche politique et syndicale. C'est elle qui crée le terreau de la prospérité pour le FN et les idées réactionnaires, nationalistes, racistes, homophobes et islamophobes. Il est impossible de stopper cet engrenage du pire sans une puissante mobilisation des travailleurs, de la population et de la jeunesse, qui imposera des mesures d'urgence, remettra en cause la propriété capitaliste et la course au profit. Il n'y a pas d'issue hors d'une politique anticapitaliste. C'est pourquoi les militantEs du NPA se tournent vers vous et en appellent à votre soutien. D'avance, merci à toutes et tous.

Les dons ouvrent droit à une réduction d'impôts égale à 66% de leur montant dans la limite de 20 % du revenu imposable.

Tous les dons effectués avant le 31 décembre 2013 seront déductibles des impôts pour l'année 2014.